

« On ferme le musée deux jours semaine ? »

- ▶ Les établissements scientifiques fédéraux vont devoir économiser 11 millions d'euros.
- ▶ Le patron de la politique scientifique a rencontré Elke Sleurs (N-VA). Compte rendu.

Ce lundi, Philippe Mettens, le directeur de Belspo (la politique scientifique fédérale) avait rendez-vous avec la secrétaire d'Etat à la politique scientifique, Elke Sleurs (N-VA). Au menu de la réunion ? La suppression programmée de Belspo.

En réalité, c'est une partie de Belspo que le gouvernement veut supprimer. A savoir le personnel situé à l'avenue Louise, soit 300 personnes environ. Celles-ci pourraient être transférées dans une autre direction générale. Le reste du personnel payé par Belspo (environ 2.500 personnes) sont des gens qui travaillent dans les onze institutions scientifiques fédérales (voir ci-dessus) ou dans des universités, centres de recherche... Ceux-là ne sont pas directement concernés par la suppression.

Au sortir de la réunion, Philippe Mettens nous confie avoir « *rappelé notre inquiétude. Les économies proposées équivalent à 130 licenciements secs. Nous avons expliqué à la secrétaire d'Etat nos missions concrètes et pourquoi Belspo ne peut pas être intégré à n'importe quelle direction générale* ». Le directeur souligne que Belspo permet de « *mutualiser les coûts. Nous offrons des services aux différentes institutions afin d'éviter que chacune n'ait à disposer d'un comptable par exemple. Au total, nous gérons 2.200 dossiers individuels* ».

En éliminant Belspo, c'est la

« charpente de la politique scientifique fédérale qu'on enlève. D'ailleurs, tous les directeurs des institutions l'ont dit : si le gouvernement leur fait faire des économies et qu'en plus il supprime Belspo, ils n'auront plus les moyens de vivre », poursuit-il.

« La secrétaire d'Etat nous a dit qu'elle était favorable à la recherche ; qu'elle-même avait été chercheuse. Mais c'est un paradoxe de vouloir dynamiser l'économie tout en sabrant dans toutes les activités innovantes. Toutefois, elle a ouvert la porte à une discussion. En cela, c'est positif », déclare Mettens.

L'accord gouvernemental ne concerne pas que Belspo. Il impose également aux onze établissements scientifiques fédéraux des économies substantielles. Onze millions au total répartis comme suit : -4 % sur les coûts salariaux, -20 % en frais de fonctionnement et -22 % en investissements. Cela pour 2015 uniquement. Ensuite, une économie annuelle de 2 % sur les coûts salariaux entre 2015 et 2019. Soit un total de 12 % sur les salaires entre 2014 et 2019. Autre économie : 6,3 millions en moins pour les programmes spatiaux.

Dans le *Morgen* de ce lundi, plusieurs experts déclaraient que les économies avancées ne sont pas si dramatiques dans la mesure où la politique scientifique a déjà été largement communautarisée. Le fédéral n'a gardé que quelques grands noms (11 établissements tout de même). Parmi ces experts, il y a Rik Torfs, recteur de l'Université de Louvain. « *Tout le monde sait que Torfs a été sénateur CD&V. Comment peut-il donner un avis neutre alors qu'il a cette étiquette ?* », s'indigne Philippe Mettens. Mais les détracteurs de ce dernier pourraient lui renvoyer l'argument... D'aucuns diront d'ailleurs que c'est

l'étiquette du bourgmestre PS qui provoque des démangeaisons du côté du gouvernement et qui expliquerait cette croisade contre la politique scientifique fédérale...

Mais, toujours dans le *Morgen*, Elke Sleurs rappelait que le gouvernement précédent, dirigé par Elio Di Rupo, avait déjà entamé les mesures d'austérité. « *Une économie de 10 à 15 % était déjà prévue pour 2014. Nous ajoutons 3 % de plus. Nous ne coupons pas pour couper et n'imposons pas des économies à l'aveugle. Elles ont pour but de rendre le secteur plus performant* », confiait-elle. Ce à quoi Mettens ré-

torque : « *On ne parle pas de 3 %. C'est 12 % d'économies sur les salaires au total qu'elle veut imposer entre 2015 et 2019. Il y a bien sûr eu des économies avant. Beaucoup trop. Mais là on est en train de ronger l'os. Les directeurs des institutions s'interrogent : on fait quoi ? On ferme deux jours par semaine ? Je n'achète plus de revues pour ma bibliothèque ? Certains refusent de faire des choix car tout choix sera dramatique.* »

« Il y a eu des économies avant. Mais là, on est en train de ronger l'os » PHILIPPE

METTENS, BELSPO.

Le directeur du Ceges (voir ci-dessus), lui, s'interroge : la manœuvre du gouvernement n'a-t-elle pas pour but de mettre à genoux les dernières institutions scientifiques fédérales ?

Du côté de la secrétaire d'Etat, on se refuse à tout commentaire pour l'instant. Elke Sleurs « *prépare sa note de politique générale et entend se concentrer exclusivement là-dessus, vu l'ampleur de la tâche* », tout en enchaînant les rencontres avec les principaux acteurs de la politique scientifique. ■

VIOLAINE JADOU

option Beliris détournée au profit des chercheurs

Samedi, dans le *Standaard*, Elke Sleurs s'était voulu rassurante pour les institutions inquiètes. « *Il y a des accords avec Didier Reynders, qui a la tutelle sur Beliris et peut éventuellement faire quelques adaptations.* » Une phrase anodine ? Pas tant que ça... Beliris est une enveloppe alimentée par l'Etat fédéral (125 millions par an, ce montant, fixé par la loi, est inchangé pour 2015), gérée conjointement par ce dernier et la Région bruxelloise. Objectif ? « *Promouvoir le rayonnement de Bruxelles en tant que capitale de la Belgique et de l'Europe.* »

Principaux domaines visés : la mobilité, les espaces verts, la culture, le patrimoine... Au fil du temps, les priorités évoluent. A l'origine, les travaux d'infrastructure dominant. Et pour cause. Lorsque la Région bruxelloise est créée, en 1989, elle hérite des travaux publics. Las, le tunnel Belliard, en cours de construction, n'est pas supportable par Bruxelles seule. Le fédéral supplée, l'« accord de coopération » est né en 1993. Le financement « *du statut national et international* » de Bruxelles devient structurel et, au fil du temps, les enveloppes budgétaires enflent,

les projets se diversifient. Rebaptisé Beliris, le programme est co-géré par les autorités fédérales et régionales (quatre ministres par niveau de pouvoir). Non sans frictions. Certains s'irritent que les montants fédéraux servent à saupoudrer telle commune ou qu'ils privilégient les micro-projets (comme l'aménagement d'une fresque dans un logement social). Les gestionnaires de Beliris rétorquent que la cohésion sociale est une condition clé pour l'avenir de Bruxelles. Autre critique récurrente : la gestion des budgets est tellement lourde que, chaque année, une part importante de crédits n'est pas utilisée.

Ces dernières années, Beliris a été réorienté. D'abord parce que l'explosion démographique a intensifié les besoins en infrastructures. Or, l'extension du métro ou l'aménagement des grands axes et sites a un coût que la Région ne peut supporter seule. Surtout, avec le refinancement de Bruxelles (561 millions), l'intervention du fédéral pour sa capitale (controversée en Flandre) risquait d'être d'autant plus vite contestée si elle ne servait pas à de grands projets. Les montants ont donc été reconcentrés sur la mobilité (qui bénéficie aussi aux

navetteurs), et l'engagement des crédits accéléré. C'était du reste une promesse électorale des partis francophones. Soucieux de garder ce qui est, à ce jour, l'une des seules contributions de l'Etat fédéral pour sa capitale.

La N-VA va-t-elle remettre cette enveloppe en question ? Ou, à tout le moins, détourner cet argent pour colmater les brèches de politiques fédérales ? Johan Swinnen, conseiller d'Elke Sleurs, dédramatise. « *Didier Reynders gère Beliris, nous allons le rencontrer. Et nous mettons une piste sur la table : utiliser une partie des fonds pour aider les institutions scientifiques et culturelles fédérales, qui bénéficient largement au rayonnement de Bruxelles, comme le prévoit Beliris.* » Faut-il y voir une volonté de priver la Région bruxelloise de moyens ? Au cabinet d'Elke Sleurs, on assure qu'il n'y a pas d'intention cachée. Chez Didier Reynders, on travaille au dossier. Mais l'on confirme que « *Beliris peut être une piste, qui a d'ailleurs déjà été utilisée, par le passé, pour les institutions biculturelles* ». Tout cela doit faire l'objet d'arbitrages dans les prochaines semaines. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

BELIRIS

566 millions les trois dernières années

Les programmes Beliris se concluent pour trois ans. L'actuel, négocié par Laurette Onkelinx, prévoyait un bud-

get total de 566 millions (3 fois 125 millions et des budgets non utilisés du passé) pour 2012, 2013 et 2014. Plus d'un tiers du montant était consacré à la mobilité : achat de matériel roulant pour la Stib, rénovation de la station

de métro Gare Centrale, création et extension de lignes de trams. Mais l'enveloppe intégrait aussi un coup de pouce à certaines institutions biculturelles (la Monnaie et Bozar).

V.L.A.

Les 11 établissements scientifiques fédéraux

Institut météorologique

L'Institut royal météorologique de Belgique (206 employés) devra se serrer la ceinture : l'institution doit réaliser une économie de 562.000 euros en 2015, sur un budget total de 4 millions d'euros. Plus 150.000 euros d'économie pour la recherche scientifique.

Cegesoma

Le Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines, qui emploie 40 personnes, disposait jusqu'ici d'un budget de 2,5 millions d'euros. Il doit réduire de 4 % ses coûts salariaux, de 20 % ses frais de fonctionnement et de 22 % ses investissements.

Musée de l'Afrique centrale

Toujours fermé pour rénovation, la réouverture n'étant prévue que pour 2017, le Musée royal d'Afrique Centrale de Tervuren devra réaliser une économie d'un million d'euros en 2015, sept millions au total durant toute la législature.

Observatoire royal

L'institution scientifique de recherche compte parmi ses disciplines l'astrophysique, la géophysique, la sismologie, la géodésie spatiale et la physique solaire. L'Observatoire travaille également en collaboration avec d'autres centres internationaux.

Bibliothèque royale

Les mesures frappant l'institution la priveraient de 30 % de son budget et compromettraient, selon sa direction, l'accès de la population aux connaissances, puisque même les activités de base ou la digitalisation des données ne pourraient être financées.

Musées d'Art et d'Histoire

L'institution regroupe le Musée du Cinquantenaire, d'Extrême-Orient, la Porte de Hal et le Musée des Instruments de musique. Les divers sites bruxellois accueillent nombre de collections et d'expositions ainsi qu'une bibliothèque et une photothèque.

Institut d'aéronomie spatiale

L'Institut scientifique fédéral, actif dans la recherche et les services publics dans le domaine de l'aéronomie spatiale, a fêté ses 50 ans cette année. L'équipe mène des recherches sur la qualité de l'air, les pluies acides ou les rayonnements UV.

Muséum des Sciences naturelles

Bien connu des jeunes visiteurs qui poussent chaque jour les portes de ce lieu de découverte, le bâtiment accueille également l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique. Un tiers de son personnel est composé de scientifiques.

Musées des Beaux-Arts

Bien qu'il s'agisse de l'une des institutions fédérales les plus visitées, les Musées royaux des Beaux-Arts devront réaliser une économie de 721.000 euros. Depuis 2011, le budget a déjà été rabaissé de 11 %. D'ici 2019, l'effort atteindra les 30 %.

Archives de l'Etat

Avec ses 275 kilomètres d'archives et ses 25 kilomètres de livres, le site représente le plus grand centre de connaissance en matière d'informations historiques et d'archives d'administrations. Les efforts budgétaires pourraient entraîner sa fermeture.

Institut royal du patrimoine artistique

L'institution scientifique en charge de la documentation, l'étude et la conservation/restauration du patrimoine culturel et artistique emploie des historiens de l'art, des chimistes, des archéologues ou encore des ingénieurs.

témoignage Le Cegesoma va devoir vider ses caisses en 2015

Le Cegesoma (Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines) est un des établissements touchés par les coupes claires du gouvernement. Pour répondre aux économies demandées par celui-ci, le directeur du Cegesoma a calculé qu'il lui faudrait épuisser, en 2015, toutes les réserves accumulées durant la dernière décennie. Des réserves prévues à la base pour investir dans de nouveaux projets. Dès lors, qu'advient-il après 2015 ? L'unique issue sera de licencier du personnel. Mais « ces gens ont des contrats, avec des droits sociaux. Ils ont entre 45 et 55 ans pour la plupart. C'est-à-dire que leurs indemnités légales dépassent presque toutes le salaire annuel. Comment ceci pourrait-il donc mener à des économies en 2015, telle est la question que je souhaiterais poser aux responsables politiques du Budget ou de la Politique scientifique ». Il espère pouvoir en dis-

cuter avec la nouvelle secrétaire d'Etat. « Nous comprenons qu'elle ait besoin d'un peu de temps pour prendre ses fonctions, avant de nous recevoir. Mais les économies avancées ne permettent aucun dialogue », regrette-t-il.

« Dans l'accord du gouvernement, on peut lire un souhait de modernisation des institutions scientifiques dans le but de les rendre plus efficaces. Les économies nous racontent, en revanche, une tout autre histoire. Il est dès lors légitime de poser la question suivante : le programme de l'accord du gouvernement ne serait-il qu'une belle façade qui cacherait l'intention de démanteler, à terme, ces institutions ? Il incombe au gouvernement de prouver le contraire. Nous travaillons avec des chercheurs francophones et flamands sans qu'il n'y ait jamais eu aucun problème. Nous souhaitons continuer comme cela. Si le gouver-

nement ne le souhaite pas, qu'il applique son accord », poursuit-il rappelant que son institution est la seule à travailler sur cette période noire (et notamment sur la collaboration) qu'a connue le pays durant le siècle dernier.

« On nous demande de couper : mais il faut voir où, comment ? », réagit pour sa part Marc Christiaens, Business Unit Manager à l'Institut royal de météorologie (IRM). « Nous avons des missions vis-à-vis de la population (prévisions météorologiques, surveillance des orages...) qui nécessitent une surveillance 24h/24. Nous ne pouvons pas couper dans cela : nous ne pouvons pas donner la météo ou faire des alertes orages un jour sur deux. Où pouvons-nous donc couper ? Au niveau de la recherche scientifique ? Elle est nécessaire pour les autres missions. Qu'on nous explique comment nous pouvons faire ces économies sans mettre en danger la sécurité des Belges », réclame-t-il. ■

V. JA.